

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 89

*Le Chargé d'affaires de Suisse à Paris, H. de Torrenté,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP n° 43

Paris, 10 septembre 1936

[...]¹

En dépit de leur gravité essentielle, ce ne sont ni les problèmes économiques ni les problèmes financiers qui rendent l'expérience Blum particulièrement redoutable, menaçante et même tragique, mais *bien l'atmosphère passionnée et nettement révolutionnaire* dans laquelle elle se déroule. La passivité du Gouvernement

1. *Bilan de la session parlementaire et de l'action du gouvernement, tout particulièrement aux plans économique, financier et social.*



devant les violations les plus flagrantes des principes élémentaires de l'ordre républicain, les atteintes à la propriété et à la liberté du travail ont jeté le trouble dans les esprits, ébranlé dangereusement la confiance et la foi en l'avenir, causé un sentiment d'insécurité qui, à son tour, réagit sur une situation déjà alarmante en elle-même.

En dépit des assurances formelles données par le Gouvernement au Sénat au mois de juillet, les occupations d'usines et d'ateliers continuent; on annonce de Lille, de Marseille, de Clermont-Ferrand une nouvelle éclosion de grèves «sur le tas»; on vit sous la menace constante d'une recrudescence du mécontentement des classes ouvrières. Or ce mécontentement pourrait bien, à l'avenir, se traduire non seulement par des «occupations» pacifiques, mais peut-être même, comme M. Henri Lemery² et plus récemment une délégation des usines Renault viennent de le signaler au Président du Conseil, par un essai d'exploitation des entreprises par les salariés.

[...]

La question d'Espagne pourrait bien exercer, suivant la tournure des événements, une influence décisive sur la politique intérieure. Il est fort douteux que les Jouhaux, les Duclos, les Thorez souhaitent vraiment obtenir du Gouvernement ce qu'ils ont l'air d'exiger pour calmer leurs troupes. L'opinion du Ministère doit être faite sur ce point! Mais le seul fait de déchaîner les masses en les entraînant, au nom de la paix, dans la mystique de l'intervention, constitue une menace pour cette même paix et par surcroît pour la stabilité gouvernementale.

Un autre fait pourrait bien être gros de surprise et fissurer le Front populaire. Le Secrétaire du parti communiste Thorez faisait récemment cet aveu: «La plus grosse partie des paysans et des ouvriers, qui ont encore voté à plus de 4 millions pour les candidats opposés au Front populaire, reste à conquérir».

Il s'agit donc d'affaiblir ce bloc de 4 millions de votants, de le désagréger, de rallier la classe moyenne, les indécis, les hésitants, le troupeau de «ceux qui obéissent à la houlette et restent sourds au bâton». C'est en élargissant les bases du parti communiste qu'une opération renouvelée comme celle projetée le 10 juin³ et qui aurait tendu à brusquer l'institution d'un régime soviétique, aurait des chances d'aboutir. D'où la nouvelle formule du «Front français» lancée par M. Maurice Thorez. Le Front français doit remplacer le Front populaire et englober «tous les partis et toutes les classes, à l'exception des fascistes déclarés — la manœuvre paraît ici un peu grossière — *[sic]* des bolchévistes trop pressés d'instituer en France le régime soviétique. Il doit être militariste, patriotique, chauvin même.» A la politique du poing tendu doit suivre, selon M. Maurice Thorez, la politique de la main tendue. «L'Humanité» du 4 septembre salue comme un heureux présage le désir d'union nationale, exprimé par M. Paul Reynaud⁴, et la formule de M. Camille Chautemps⁵: «L'élargissement de la majorité» est approuvé par les communistes.

2. Sénateur de la Martinique.

3. Selon certaines rumeurs des éléments suspects auraient cherché ce jour-là à fomenter des troubles.

4. Député du centre-droit.

5. Radical-socialiste. Ministre d'Etat dans le gouvernement Blum.

16 SEPTEMBRE 1936

847

La manœuvre a été dénoncée par le parti socialiste, qui, parti de classe, y voit avec appréhension une tentative d'union nationale. Il estime dangereux pour le but même poursuivi par le Front populaire «de rechercher des alliances avec des groupements qui ont combattu et combattent encore la démocratie et la paix, dont la défense constitue la raison même d'être du Front populaire». Mis au pied du mur, M. Maurice Thorez vient de déclarer «que soucieux comme toujours de ne rien dire ni rien faire qui puisse affecter les liens fraternels entre ouvriers communistes et socialistes, et afin d'éviter entre nous une polémique qui ne profiterait qu'aux ennemis de la classe ouvrière, nous pouvons nous abstenir d'employer l'expression «Front français»!

En résumé, les menaces se précisent contre le Cabinet de M. Blum, dont l'autorité s'amoindrit. Les quelques semaines qui suivront la rentrée des Chambres lui seront peut-être fatales, qu'il soit renversé à la suite d'une orientation plus à gauche du Front populaire ou par une réaction des radicaux-socialistes de la Chambre ou du Sénat, contre une politique que, par devers eux, ils n'ont cessé de désapprouver. Quelle que soit l'hypothèse qui se réalise, la France n'en aura pas pour autant retrouvé ni sa quiétude, ni son équilibre.

Après trois mois de Gouvernement du Front populaire, aucun problème n'est virtuellement résolu; l'horizon s'est encore obscurci, la situation est grave, et si l'expérience ne nous enseignait que ce pays est capable des redressements les plus inattendus et les plus courageux, on ne saurait envisager sans angoisse le proche avenir.